

**Y a pas que leurs outils de  
techno-surveillance dans nos vies,  
y a les poukaves aussi**



**Y a pas que leurs outils de techno-surveillance dans nos vies, y a les poukaves aussi**

**Texte d'origine en français**

2021

[sansnom.noblogs.org/archives/8355](https://sansnom.noblogs.org/archives/8355)

**Mise en page**

No Trace Project

[notrace.how/resources/fr/#poukaves](https://notrace.how/resources/fr/#poukaves)

A l'heure du déploiement de la 5G, la lutte contre cette société de contrôle continue de plus belle. Les attaques contre les antennes de télécommunication ou les entreprises qui y participent aussi : en France, plus d'une centaine de sabotages ont été recensés depuis mars 2020.

De quoi foutre en rogne cette société capitaliste et l'Etat qui la protège. La vague répressive ne connaît pas de trêve, et les flics utilisent tous les outils de surveillance technologique à leur disposition pour tenter de réprimer et étouffer tout soupçon de révolte.

Depuis l'année dernière, une trentaine de personnes ont été perquisitionnées, mises en examen ou incarcérées pour des sabotages d'antennes-relais. C'est le cas de Boris, un compagnon anarchiste qui a été envoyé en taule à Nancy en septembre 2020 pour l'incendie de deux d'entre-elles dans le Jura, et se trouve aujourd'hui à l'hôpital suite à un incendie dans sa cellule. Dans une lettre écrite depuis la prison, il évoque les dispositifs utilisés par les flics et les gendarmes pour épier son quotidien lors de l'enquête : valises imsi catcher, cameras devant un domicile, gps sous les voitures de ses proches, écoutes et géolocalisation en direct, civils du GIGN (venus de Versailles) en filature et en planque, demandes de poses de micro dans un domicile et dans le muret d'un parc où il retrouvait régulièrement des amis, saisies discrètes de capsules de bière laissées dans l'espace public,...

A Besançon, quelques mois après l'incarcération de Boris, au moins deux personnes ont été approchées par les flics depuis le début de l'année 2021. Si on ne sait pas ce qu'il en est de la première, la seconde a en tout cas été sollicitée plusieurs fois. Coup classique, un chantage aux papiers combiné comme souvent à l'isolement, la précarité, d'éventuelles casseroles judiciaires, ou simplement le fait que ces personnes gravitent en périphérie des cercles militants anarchistes.

Tout commence par un premier rendez-vous : on lui propose un travail, de l'argent ou un logement en échange d'informations. On lui fait miroiter une accélération dans ses démarches administratives, et à l'inverse de les freiner en cas de refus. Mise sous pression, cette personne a ainsi mis le doigt dans l'engrenage et accepté de se rendre à des rendez-vous réguliers avec des flics en civil dans un parc, près du commissariat.

Ses missions ont été les suivantes, alors que l'instruction contre Boris n'était pas close et qu'il était donc encore mis en examen pour « association de malfaiteurs » :

- Participer au fichage de personnes désignées comme proches de lui, repérer les relations entre elles et identifier des failles/des moyens de pression, être à l'affût de futures actions de soutien/solidarité.
- Se rendre dans des lieux militants et assister à des événements (assemblée de lutte en extérieur, cantines populaires) pour identifier la présence de certains anarchistes en particulier, comprendre les liens entre les groupes et les individu.es d'une même ville, identifier les connexions politiques entre plusieurs villes.
- Repérer certains profils et attitudes : saboteur.euses potentiel.les, personnes plus véhémentes ou charismatiques que d'autres (les flics sont à leur propre image toujours à la recherche d'un.e chef.fe !).

Ce type de situation sème le trouble et ne peut pas être passé sous silence. La manipulation des flics n'a aucune limite, et l'utilisation d'indics a toujours fait partie de leurs méthodes pour cartographier les réseaux subversifs et anarchistes et tenter de glaner des informations sensibles.

On ne le répétera jamais assez : inutile de se prendre pour un.e agent.e double, ça se saurait si ça portait ses fruits. Parler aux flics c'est jouer leur jeu et s'exposer à de nouvelles pressions. Leur parler c'est les renseigner, y compris de façon anodine en divulguant par exemple des détails qui ne le sont pas pour eux. Leur parler c'est mettre en danger les autres.

Leur parler c'est collaborer.

Leur parler c'est trahir ses proches et perdre le lien de confiance tout en ruinant sa vie militante.

Les yeux et les oreilles de l'Etat ne cesseront jamais de s'immiscer dans nos vies intimes et politiques, avec la technologie comme avec du renseignement humain.

Face à ça, faisons gaffe partout et tout le temps sans tomber dans la parano, en trouvant des manières de construire et d'approfondir des relations de confiance et affinitaires, tout en apprenant de façon générale à ne pas parler à la légère, y compris entre nous.

*Des anarchistes de Besançon,*  
Septembre 2021

Tout commence par un premier rendez-vous : on lui propose un travail, de l'argent ou un logement en échange d'informations. On lui fait miroiter une accélération dans ses démarches administratives, et à l'inverse de les freiner en cas de refus. Mise sous pression, cette personne a ainsi mis le doigt dans l'engrenage et accepté de se rendre à des rendez-vous réguliers avec des flics en civil dans un parc, près du commissariat.



No Trace Project / Pas de trace, pas de procès. Un ensemble d'outils pour aider les anarchistes et autres rebelles à **comprendre** les capacités de leurs ennemis, **saper** les efforts de surveillance, et au final **agir** sans se faire attraper.

Selon votre contexte, la possession de certains documents peut être criminalisée ou attirer une attention indésirable—faites attention aux brochures que vous imprimez et à l'endroit où vous les conservez.